

2° dans la colonne 2 :

- a) les mentions : « Classeur-expéditionnaire », « Messenger T.T. » et « Messenger-huissier » sont supprimées;
b) la mention : « Messenger-classeur » est insérée après la mention : « Installateur ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er novembre 1985.

Bruxelles, 24 octobre 1985.

H. DE CROO

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL
ET MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

F. 85 — 2576

7 OCTOBRE 1985. — Arrêté royal d'exécution de l'article 1er, alinéas 3 et 4 de la loi du 25 janvier 1985 instaurant une carte de sécurité sociale (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 25 janvier 1985 instaurant une carte de sécurité sociale, notamment l'article 1er, alinéas 3 et 4;

Vu l'avis de la Commission permanente de contrôle linguistique, n° 17.164/I/P du 5 septembre 1985;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail, de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. La carte de sécurité sociale a la forme d'un rectangle de 105 mm de longueur et de 74 mm de largeur.

Elle est établie sur un papier spécial de teinte blanche comportant des impressions de sécurité de plusieurs couleurs et recouvert de matière plastique. Elle présente, dans sa partie gauche, la photographie du titulaire. Le format de la photographie est de 35 mm sur 45 mm. Sur la carte de sécurité sociale, ce format sera réduit à 80 %.

Art. 2. La confection des cartes de sécurité sociale se fait sous le contrôle du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et du Ministre de l'Emploi et du Travail.

Art. 3. § 1er. Les textes imprimés sont intégralement établis dans la langue imposée par les lois sur l'emploi des langues en matière administrative, coordonnées par l'arrêté royal du 18 juillet 1966, c'est-à-dire :

1° conformément à l'article 14, § 1er, des dites lois coordonnées, en français lorsque la commune de délivrance est située dans la région de langue française;

2° conformément à l'article 14, § 1er, des mêmes lois coordonnées, en néerlandais lorsque la commune de délivrance est située dans la région de langue néerlandaise.

§ 2. Les textes imprimés sont établis au choix de l'intéressé :

A. Conformément aux articles 14, § 2, b, 20, § 1er, et 26 des mêmes lois coordonnées en français ou en néerlandais :

1° dans les communes de l'arrondissement de Bruxelles-Capitale visées à l'article 6 des mêmes lois coordonnées;

2° dans les communes visées aux articles 7 et 8, 3° à 10°, des mêmes lois coordonnées;

B. En français ou en allemand, conformément à l'article 14, § 2, a, et § 3 des mêmes lois coordonnées :

1° dans les communes de la région de langue allemande;

2° dans les communes visées à l'article 8, 2°, des mêmes lois coordonnées, dénommées communes malmédiennes.

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 25 janvier 1985, *Moniteur belge* du 13 février 1985.

2° in kolom 2 :

- a) worden de vermeldingen : « Klasseerder-expeditionair », « T T-bode » en « Bode-kamerbewaarder » geschrapt;
b) wordt de vermelding : « Bode-klasseerder » ingevoegd na de vermelding : « Installateur ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 november 1985.

Brussel, 24 oktober 1985.

H. DE CROO

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID
EN MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT

N. 85 — 2576

7 OKTOBER 1985. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 1, derde en vierde lid, van de wet van 25 januari 1985 tot invoering van een kaart voor sociale zekerheid (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 25 januari 1985 tot invoering van een kaart voor sociale zekerheid, inzonderheid op artikel 1, derde en vierde lid;

Gelet op het advies van de Vaste Commissie voor Taaltoezicht, nr. 17.164/I/P van 5 september 1985;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid, van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en van Openbaar Ambt en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De kaart voor sociale zekerheid heeft de vorm van een rechthoek die 105 mm lang bij 74 mm breed is.

Zij is gemaakt van wit getint speciaal papier dat voorzien is van meerkleurige veiligheidsopdrukken en overtrokken is met een laagje plastic. Op de linkerzijde van de kaart wordt de foto van de houder aangebracht. Het formaat van de foto is 35 mm bij 45 mm. Op de kaart voor sociale zekerheid zal dit formaat verkleind worden tot 80 %.

Art. 2. De aanmaak van de kaarten voor sociale zekerheid gebeurt onder toezicht van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Art. 3. § 1. De gedrukte teksten zijn integraal in de taal gesteld die door de bij koninklijk besluit van 18 juli 1966 gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken wordt voorgeschreven, te weten :

1° overeenkomstig artikel 14, § 1, van genoemde gecoördineerde wetten, in het Frans wanneer de gemeente die de kaart uittrekt gelegen is in het Franse taalgebied;

2° overeenkomstig artikel 14, § 1, van dezelfde gecoördineerde wetten, in het Nederlands wanneer de gemeente die de kaart uitreikt, gelegen is in het Nederlandse taalgebied.

§ 2. De gedrukte teksten zijn, naargelang van de schriftelijke aanvraag van de betrokkene, gesteld :

A. Overeenkomstig de artikelen 14, § 2, b, 20, § 1, en 26 van dezelfde gecoördineerde wetten, in het Nederlands of in het Frans

1° in de gemeenten van het arrondissement Brussel-Hoofdstuk bedoeld bij artikel 6 van dezelfde gecoördineerde wetten;

2° in de gemeenten bedoeld bij de artikelen 7 en 8, 3° tot 10°, van dezelfde gecoördineerde wetten;

B. In het Duits of in het Frans, overeenkomstig artikel 14, § 2, a, en § 3 van genoemde gecoördineerde wetten :

1° in de gemeenten van het Duitse taalgebied;

2° in de gemeenten uit het Malmédysse bedoeld bij artikel 8, 2° van dezelfde gecoördineerde wetten.

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 25 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 13 februari 1985.

Art. 4. La carte de sécurité sociale ne peut être demandée que par des personnes qui appartiennent aux catégories désignées en exécution de l'article 2, alinéa 1er, de la loi du 25 janvier 1985 instaurant une carte de sécurité sociale.

La demande pour l'obtention d'une carte de sécurité sociale est introduite à l'aide d'un formulaire en deux exemplaires dont le modèle est arrêté par le Ministre de l'Emploi et du Travail et par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Ce formulaire porte les nom, prénoms, date de naissance du demandeur ainsi que le numéro d'inscription au Registre national des personnes physiques et le régime de sécurité sociale auquel le demandeur est assujéti. L'administration communale vérifie l'exactitude de ces mentions.

Le deuxième exemplaire de la demande est daté en revêtu du sceau de la commune et est remis au demandeur contre paiement de la somme de cent cinquante francs, représentant les droits dus pour la délivrance de la carte.

Les mentions visées à l'alinéa 3 sont reproduites par l'entreprise qui confectionne la carte sur un document de base dont le modèle est fixé par le Ministre de l'Emploi et du Travail.

Le document de base porte en outre un numéro d'ordre de douze chiffres composé suivant les directives du Ministre de l'Emploi et du Travail. Ce numéro comprend un numéro de série de sept chiffres, un nombre de trois chiffres identifiant la commune qui délivre la carte et un nombre de contrôle de deux chiffres. Le numéro d'ordre est précédé de la lettre « D » quand il s'agit d'une nouvelle carte, délivrée conformément à l'article 7, alinéa 4.

L'administration communale vérifie les mentions reproduites sur le document de base et y appose la photographie du demandeur.

Le document de base est reproduit sur la carte de sécurité sociale dont il constitue le recto.

Art. 5. Le deuxième exemplaire de la demande, visé à l'article 4, alinéa 4, tient lieu de carte de sécurité sociale pour une durée d'un mois. Cette période peut être prorogée pour une période d'un mois par l'administration communale qui a reçu la demande, s'il s'avère impossible de délivrer la carte dans le délai d'un mois.

Art. 6. L'administration communale délivre la carte de sécurité sociale contre remise du deuxième exemplaire de la demande, visé à l'article 4, alinéa 4.

Art. 7. Tout titulaire d'une carte de sécurité sociale qui la perd ou en constate la destruction est tenu d'en faire la déclaration dans les plus brefs délais à l'administration communale où il e. à ce moment inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers.

Une attestation de cette déclaration dont le modèle est fixé par le Ministre de l'Emploi et du Travail et par le Ministre de l'Intérieur, est délivrée à l'intéressé.

Cette attestation tient lieu de carte de sécurité sociale pour une durée d'un mois. Cette période peut être prorogée pour une période d'un mois par l'administration communale qui a reçu la déclaration de la perte ou de la destruction, s'il s'avère impossible de délivrer la nouvelle carte dans le délai d'un mois.

Une nouvelle carte de sécurité sociale est demandée conformément aux dispositions de l'article 4 et est délivrée contre remise de l'attestation visée à l'alinéa 2.

En cas de perte ou de destruction de l'attestation, il est procédé de la même manière qu'en cas de perte ou de destruction de la carte de sécurité sociale.

Si la carte de sécurité sociale perdue est retrouvée avant d'avoir été renouvelée, la déclaration en est faite à l'administration communale, visée à l'alinéa 1er.

Si elle est retrouvée après avoir été renouvelée, la carte retrouvée doit être restituée.

En aucun cas, une personne ne peut être titulaire ou porteur de plus d'une carte.

Art. 8. § 1er. La carte de sécurité sociale doit être renouvelée :

- 1° lorsqu'elle est détériorée;
- 2° lorsque le porteur change de nom ou de prénom;
- 3° lorsque la photographie du porteur n'est plus ressemblante.

§ 2. La carte de sécurité sociale peut être renouvelée lorsque le porteur déclare, par écrit, qu'il désire une carte dans une autre langue que celle dans laquelle la sienne est établie, pour autant qu'il soit inscrit au registre de la population ou au registre des étrangers d'une commune habilitée à délivrer des cartes dans la langue demandée.

Art. 4. De kaart voor sociale zekerheid mag slechts worden aangevraagd door de personen die behoren tot de categorieën aangewezen in uitvoering van artikel 2, eerste lid, van de wet van 25 januari 1985 tot invoering van een kaart voor sociale zekerheid.

De aanvraag tot het bekomen van een kaart voor sociale zekerheid wordt ingediend door middel van een formulier in tweevoud waarvan het model wordt vastgesteld door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.

Op dit formulier worden de naam, voornamen, geboortedatum van de aanvrager vermeld evenals het nummer in het Rijksregister van de nat'uurlijke personen en het stelsel van sociale zekerheid waartoe de aanvrager behoort. Het gemeentebestuur verifieert de juistheid van deze vermeldingen.

Het tweede exemplaar van de aanvraag wordt gedateerd en met de gemeentezegel bekleed; het wordt aan de aanvrager overhandigd tegen betaling van honderd vijftig frank ter voldoening van de rechten voor de uitreiking van de kaart.

De vermeldingen bedoeld bij het derde lid worden door de onderneming belast met de aanmaak van de kaart overgenomen op een basisdocument waarvan het model vastgesteld wordt door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid.

Op dat document komt bovendien een volgnummer van twaalf cijfers voor dat samengesteld is volgens de richtlijnen van de Minister van Tewerkstelling en Arbeid. Het volgnummer bevat een reeksnummer van zeven cijfers, een getal van drie cijfers voor de identificatie van de gemeente van uitreiking en een controlegetal van twee cijfers. Het volgnummer wordt voorafgegaan door de letter « D » wanneer het gaat om een nieuwe kaart, uitgereikt overeenkomstig artikel 7, vierde lid.

Het gemeentebestuur verifieert de vermeldingen die op het basisdocument voorkomen en brengt de foto van de aanvrager erop aan.

Het basisdocument wordt gereproduceerd op de kaart voor sociale zekerheid en maakt de voorzijde ervan uit.

Art. 5. Het tweede exemplaar van de aanvraag, bedoeld bij artikel 4, vierde lid, geldt als kaart voor sociale zekerheid gedurende één maand. De geldigheidsduur kan met één maand verlengd worden door het gemeentebestuur die de aanvraag heeft in ontvangst genomen indien de kaart niet binnen de termijn van één maand kan uitgereikt worden.

Art. 6. Het gemeentebestuur reikt de kaart voor sociale zekerheid uit tegen afgifte van het tweede exemplaar van de aanvraag, bedoeld bij artikel 4, vierde lid.

Art. 7. Ieder houder van een kaart voor sociale zekerheid die het verlies of de vernieling ervan vaststelt, is verplicht onverwijld daarvan aangifte te doen bij het bestuur van de gemeente waar hij alsdan in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister is ingeschreven.

Een attestatie van die aangifte wordt betrokkene ter hand gesteld. Het model ervan wordt vastgesteld door de Minister van Tewerkstelling en Arbeid en door de Minister van Binnenlandse Zaken.

Deze attestatie geldt als kaart voor sociale zekerheid gedurende één maand. Deze geldigheidsduur kan verlengd worden met één maand door het gemeentebestuur bij wie de aangifte van verlies of vernieling werd gedaan indien de nieuwe kaart niet binnen de termijn van één maand kan worden uitgereikt.

Een nieuwe kaart voor sociale zekerheid wordt aangevraagd overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 en wordt uitgereikt tegen afgifte van de attestatie bedoeld in het tweede lid.

Bij verlies of vernieling van de attestatie wordt gehandeld op dezelfde wijze als bij verlies of vernieling van de kaart voor sociale zekerheid.

Wordt de verloren kaart voor sociale zekerheid teruggevonden alvorens ze werd vernieuwd, dan wordt aangifte daarvan gedaan bij het gemeentebestuur bedoeld bij het eerste lid.

Wordt ze teruggevonden nadat ze werd vernieuwd, dan moet ze worden ingeleverd.

Een persoon mag in geen geval houder zijn van meer dan één kaart.

Art. 8. § 1. De kaart voor sociale zekerheid moet vernieuwd worden :

- 1° wanneer zij beschadigd is;
- 2° wanneer de houder van naam of voornaam verandert;
- 3° wanneer de foto van de houder niet meer gelijkend is.

§ 2. De kaart voor sociale zekerheid mag worden vernieuwd wanneer de houder schriftelijk verklaart een kaart te wensen in een andere taal dan die waarin de zijne is gesteld, voor zover hij ingeschreven is in het bevolkingsregister of in het vreemdelingenregister van een gemeente die gerechtigd is kaarten in de gevraagde taal uit te reiken.

§ 3. La nouvelle carte de sécurité sociale est demandée conformément aux dispositions de l'article 4 et ne sera remise que contre restitution de la carte remplacée.

Art. 9. En cas de décès de son titulaire, la carte de sécurité sociale doit être restituée à l'administration communale.

Art. 10. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre de l'Intérieur sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 octobre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
M. HANSENNE

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
Ch.-F. NOTHOMB

§ 3. De nieuwe kaart voor sociale zekerheid bedoeld bij de §§ 1 en 2 wordt aangevraagd overeenkomstig de bepalingen van artikel 4 en wordt slechts uitgereikt tegen inlevering van de vervangen kaart.

Art. 9. Bij overlijden van haar titularis moet de kaart voor sociale zekerheid aan het gemeentebestuur worden teruggegeven.

Art. 10. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en Onze Minister van Binnenlandse Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 7 oktober 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
M. HANSENNE

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,
Ch.-F. NOTHOMB

MINISTERIE VAN ONDERWIJS

N. 85 — 2577

26 SEPTEMBER 1985. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 10 mei 1924 betreffende het getuigschrift van bekwaamheid tot het opvoeden van abnormale kinderen

De Minister van Onderwijs,

Gelet op de wet van 6 juli 1970 op het buitengewoon onderwijs;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 mei 1924 betreffende het getuigschrift van bekwaamheid tot het opvoeden van abnormale kinderen;

Overwegende dat het dringend noodzakelijk is de zeer verouderde terminologie van het bekwaamheidsgetuigschrift aan te passen,

Besluit :

Artikel 1. In het formulier van het bekwaamheidsgetuigschrift tot het geven van buitengewoon onderwijs worden de termen « getuigschrift van bekwaamheid tot het opvoeden van abnormale kinderen » vervangen door : « bekwaamheidsgetuigschrift tot het geven van buitengewoon onderwijs ».

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1985.

Brussel, 26 september 1985.

D. COENS

Bijlage bij het ministerieel besluit van 26 september 1985

FORMULIER VAN HET GETUIGSCHRIFT

De Commissie ingesteld bij het ministerieel besluit van 10 mei 1924 voor het uitreiken van het bekwaamheidsgetuigschrift tot het geven van buitengewoon onderwijs.

Aangezien M. geboren te
de in bezit van het diploma van
met goed gevolg het bij het voormeld ministerieel besluit voorgeschreven examen heeft afgelegd,

Verleent aan M. het getuigschrift van bekwaamheid tot het geven van buitengewoon onderwijs.

Gegeven te de

De Commissie,

Echt verklaard de handtekeningen der Commissieleden :
Voor de Minister van Onderwijs :
De Directeur-generaal van het Basisonderwijs,

Handtekening van de houder,

De Minister van Onderwijs,

D. COENS